

Aminata Dramane Traoré.

Une révoltée altermondialiste

21 mai 2008, Bamako (Mali). Propos recueillis par Sadou Yattara et Anne Perrin



Présentation

Avant d'être la militante altermondialiste et l'auteure d'essais mondialement connus, la Malienne Aminata Dramane Traoré a eu un parcours riche et varié. Chercheuse à l'Université d'Abidjan de 1975 à 1988, détachée auprès du ministre de la Condition féminine de Côte d'Ivoire, elle a ensuite œuvré dans le cadre d'un projet régional du PNUD (PROWESS/ Afrique) pour la promotion du rôle des femmes et des communautés défavorisées dans la gestion de l'eau et l'assainissement. C'est à ce poste et à travers différentes commissions et groupes de travail de haut niveau qu'elle s'est forgée une réputation internationale. Elle a occupé le poste de ministre de la Culture et du Tourisme du Mali, de 1997 à 2000. Présente dans tous les forums sociaux mondiaux, Aminata Traoré s'implique sur le terrain dans des actions de proximité qui sont autant d'occasions pour elle de rendre compte de sa vision des avenir possibles pour son pays et pour l'Afrique. Dans son quartier à Missira, elle a réalisé en matériaux locaux une maison des hôtes (Le Djenné), un restaurant-galerie (Le Santoro) et un centre de formation (le centre culturel Amadou Hampâté Bâ). Parmi ses nouveaux chantiers figure la construction d'un marché pour les produits naturels et le savoir local.

Remarque liminaire, adressée aux auteurs du rapport

Si ma voix doit compter, je voudrais que l'on me permette de me prononcer sur ce processus auquel vous souhaitez que je participe. En son temps, le Club du Sahel avait réussi à nous mobiliser dans une démarche prospective, à savoir l'étude sur les perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest (WALTPS), qui se proposait de dessiner une image régionale à l'horizon 2020. Cette démarche, qui a mobilisé beaucoup de personnes et suscité beaucoup d'espoir, est restée sans suite. Nous n'en avons eu que très peu d'écho. Si le CSAO/OCDE revient à la charge aujourd'hui, notre devoir est d'aller au fond des choses, en situant l'ensemble des responsabilités. Je pense que nous rendrons un énorme service aux populations africaines si nous y parvenons.

Il est, au préalable, indispensable de sortir de ce préjugé favorable qui consiste à poser la mondialisation comme « la » donne incontournable, alors qu'elle est destructrice, surtout sous nos cieux. Je crois que tout ce qui nous arrive aujourd'hui n'est intelligible qu'à la lumière des changements macro-économiques qui engagent nos destins d'Africains, alors qu'à la base, nous avons rarement les moyens et la latitude de les appréhender. On a l'impression que tous les maux de l'Afrique prennent racine ici et que les solutions ne dépendent que de nous, alors qu'il n'y a pas d'autonomie de pensée, de choix, ni de décision pour les pays appauvris et endettés.

Ne pensez-vous pas que les choses bougent ? N'y a-t-il donc pas d'évolution au niveau mondial ? Le dernier rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale, par exemple, ne vous semble pas signe de changement ?

C'est vrai, les choses ne sont plus comme elles étaient il y a trente ans. Mais elles ne vont pas pour autant dans le bon sens pour l'immense majorité des gens qui s'attendaient à l'amélioration de leurs conditions de vie. Il en est ainsi parce que les forces du marché pèsent beaucoup plus que nos bulletins de vote. L'idée selon laquelle des transitions démocratiques viendront à bout de nos maux est erronée. Il est surtout temps et essentiel de faire un bilan honnête de ce qu'on a appelé développement.

On se moque de l'Afrique en lui donnant l'impression, ainsi qu'à la terre entière, qu'en matière de transition démocratique comme de réformes économiques, les instructions sont bonnes, mais les États médiocres ou défailnants dans leur mise en œuvre. De temps en temps, il arrive aux institutions internationales de financement de reconnaître leurs erreurs. Mais moi, j'enrage s'agissant du *mea culpa* de la Banque mondiale. Il y a dix ans, nous étions un certain nombre à dire modestement ce qu'elle reconnaît aujourd'hui. Que de temps perdu ! Que de vies brisées ! Tous ces jeunes obligés de fuir leurs pays et d'aller se noyer par milliers au milieu de nulle part, paient pour les erreurs d'appréciation et les solutions erronées de nos maîtres à penser. Devant quelle juridiction faut-il traduire des institutions si puissantes qui s'octroient le droit de se tromper, de juger et de sanctionner ? Le film *Bamako* d'Abderramane Sissako auquel je participe, est un procès fictif, mais informatif. Je pose, en résumé, la question suivante : Qui paie ? Qui assume la responsabilité des conseils qui ont été donnés, imposés, suivis ou pas, et qui ont mené à la situation actuelle ?

Tant que nous ne prendrons pas le temps de diagnostiquer nous-mêmes le paradigme du marché (quel marché ? comment fonctionne-t-il ? au profit de qui ? où sont les acteurs ?), nous continuerons à nous enliser. Je n'en peux plus d'entendre parler des dirigeants et rien que des dirigeants, alors que l'alternance politique ne change rien aux politiques économiques, tant les marges de manœuvre sont étroites. Mille cinq cents personnes ont été sacrifiées au Kenya au nom de la démocratie, un scrutin dont l'issue n'a été que le partage du pouvoir. Et rien ne nous dit que cette issue est la bonne pour le Kenya. Rien ne nous dit, par ailleurs, qu'au Zimbabwe, Morgan Tsvangirai fera mieux que Mugabe. Pendant combien de temps allons-nous nous fourvoyer dans des processus électoraux qui n'ont de contenu que le partage du pouvoir ?

Dans ces conditions, pensez-vous que la société civile a un rôle à jouer ? Quelles sont ses marges de manœuvre au niveau régional ?

Il y a peu de temps, j'ai posé la question à quelqu'un de très haut niveau, en lui demandant ce que valent nos voix de citoyens. Sa réponse a été édifiante : « *Pratiquement rien à côté du poids des partis politiques* ». Il y en a 114 dans mon pays. N'importe quel parti qui monte au créneau parvient à se faire entendre souvent mieux que la société civile.

Quand vous êtes dans un parti, vous êtes dans la logique de la conquête du pouvoir et perçu comme une menace pour le pouvoir qui, à partir de ce moment, vous prend au sérieux, soit pour vous récupérer, soit pour vous combattre. Mais quand vous vous inscrivez en tant que contre-pouvoir sur le registre de la formation de l'opinion, vous ne pesez pas grand-chose. C'est pour cela que nous-mêmes, membres de cette société civile, avons le devoir de faire le point. Lorsque, face à 114 partis, vous êtes 3 000 associations ou plutôt 3 000 « détenteurs de récépissés » comme c'est le cas au Mali, comment fonctionne ce qu'il est convenu d'appeler la démocratie ? Une société civile qui englobe, en plus des citoyens ordinaires, les imams, les chefs de village ou de quartiers, les hommes d'affaires etc. peut-elle parler d'une même voix, influencer les dirigeants et se faire entendre ?

Avant de parler du niveau régional, j'aimerais m'attarder sur le niveau local, en vous parlant d'une initiative que nous menons dans mon quartier (le quartier Missira) à Bamako. Nous avons entrepris de paver les rues, afin de les assainir. Étant donné le succès de l'opération, on a continué, avec un financement de la Coopération luxembourgeoise, au-delà de Missira. Nous avons ensuite planté des centaines d'arbres et mis en place des petites infrastructures pour les femmes et les enfants. La population a joué un rôle central, mais nous avons été confrontés à d'énormes problèmes au niveau de la Mairie. Je sais aujourd'hui, par expérience, que l'énorme difficulté d'agir sur le terrain auprès des populations découle de conflits de légitimités. Les élus ne tiennent pas nécessairement à avoir affaire à une société civile organisée, avisée et dynamique. Par ailleurs, tout se passe en français, une langue que l'immense majorité de la population ne parle ni ne comprend.

*Pourtant l'Afrique a une identité culturelle qui lui est propre.
En quoi la culture peut-elle représenter une force pour l'Afrique
de l'Ouest ?*

La culture va bien au-delà du rôle que les analystes du développement lui assignent. C'est une véritable force de changement à travers les langues dans lesquelles les gens réfléchissent, s'expriment et décident si on leur en donne la latitude. Les valeurs de société qui leur sont familières peuvent et doivent aussi leur servir de repères dans la transformation de leurs sociétés. C'est à eux de diagnostiquer leurs maux et de juger de la nature des solutions. Dans un quartier comme celui-ci, dans un village, où nous nous connaissons tous, rares sont ceux qui peuvent poser des actes répréhensibles sans se soucier de l'opinion des voisins. Ils savent le poids du regard et du jugement de leurs concitoyens. Mais les dirigeants savent, dans le contexte actuel, que leur survie politique dépend surtout des bailleurs de fonds. Ils ne sont pas redevables de comptes à leurs électeurs. Le pouvoir de l'argent détourne ainsi nos démocraties des fonctions que nous leur assignons. Ce déphasage a de graves répercussions dans tous les domaines.

*Dans ce contexte, le rôle des médias est crucial pour informer
les populations. Pensez-vous qu'ils jouent ce rôle de façon
appropriée ?*

Le paysage médiatique, qui a à peine 20 ans d'âge, est à l'image du paysage politique. Il comprend un nombre important d'organes de presse sensés participer à la construction d'une véritable opinion publique. Mais cette presse, à l'instar des partis politiques et de l'État, est

victime du dilemme du financement. Faute de moyens adéquats, ceux qui l'animent galèrent, mis à part les directeurs de publication et autres leaders. Le manque d'expériences pose aussi problème. En dehors de quelques professionnels, la plupart des journalistes sont formés sur le tas quand il ne s'agit pas de jeunes diplômés peu expérimentés qui n'ont pas toujours les moyens d'articuler le débat démocratique autour des grands enjeux de l'heure. Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'information et la communication sont essentielles. Les Africains ont besoin de savoir pour mieux participer aux prises de décisions, suivre et évaluer les politiques mises en œuvre.

Je ne cesse d'interpeller les dirigeants africains à ce sujet, en leur rappelant qu'on leur ment à propos de ce qui devrait être le développement dans des pays comme les nôtres et qu'à leur tour, ils nous mentent à propos des contraintes du pouvoir politique. Vous n'avez d'autre choix que de vous soumettre ou de vous démettre. Aussi longtemps que les pouvoirs publics encourageront les télévisions nationales à chanter leurs louanges en faisant l'économie des débats de fond, les jeunes partiront, en ignorant la véritable nature du monde qui est en construction.

Avec le câble, nous sommes, certes, inondés d'informations. Mais la situation est loin d'être satisfaisante au niveau local, national et régional. La chaîne *Africable* a le mérite de retransmettre les journaux télévisés de différents pays. Mais cela ne suffit pas à donner l'impulsion nécessaire au débat contradictoire qui fait cruellement défaut à nos démocraties.

Pourtant l'Afrique de l'Ouest aujourd'hui, plus que jamais, est reliée au reste du monde. En attestent les nombreux mouvements migratoires. Pensez-vous que les migrations peuvent être source de richesse pour les pays de la sous-région ?

D'une manière générale, je pense que partir ne devrait jamais être une contrainte, que l'on parte vers d'autres pays africains ou vers l'Europe. Lorsque l'on demande à ceux qui sont revenus de Ceuta et Melilla pourquoi ils sont partis, leurs réponses en disent long sur l'état réel du continent. Imaginez dans ce pays qu'après la chute de Moussa Traoré et la transition démocratique, on ait eu un vrai débat démocratique, qu'on ait eu de vrais partis politiques, que l'on ait pris le temps d'expliquer au peuple malien –et surtout aux jeunes –, pourquoi le chômage, pourquoi l'ajustement structurel, où va l'agriculture, faut-il continuer avec le coton, que pouvons-nous pour nous-mêmes, etc. ? Je vous assure que si nous nous étions donné cette latitude, nous aurions eu affaire à une jeunesse avertie, capable d'exercer sur les centres de décisions le contrôle et la pression nécessaires pour exploiter autrement le peu de marges de manœuvre dont elle dispose.

Mais donner à votre peuple le temps et la latitude de comprendre ce qu'est l'économie de marché, c'est lui reconnaître le droit de poser les bonnes questions au risque de contester les mesures impopulaires que vous acceptez souvent, parce qu'elles vous garantissent des fonds nécessaires à votre survie politique. Peu de dirigeants africains et non africains acceptent de prendre ce risque. Dans les pays occidentaux, les peuples, parce qu'ils sont éduqués et informés, ne se laissent pas faire. Ici, on abuse de la confiance et de l'ignorance des populations. Pour en revenir à l'émigration, je ne cesse de me demander pourquoi les nations riches s'octroient le droit de nous imposer une ouverture économique qui fait de notre

continent un réservoir de matières premières et un dépotoir pendant qu'elles se barricadent ? Pourquoi encouragent-elles des prétendus processus de démocratisation qui maintiennent les populations loin des vrais enjeux de la mondialisation, de son coût social et écologique ? Pourquoi s'étonnent-elles que, désespérées, les populations, en l'occurrence les jeunes, cherchent une réponse dans l'émigration ?

Le tourisme se développe. On voit notamment de plus en plus de « tourisme équitable ». Considérez-vous ce phénomène comme une opportunité pour la région ?

Tout est lié, le tourisme aurait pu se développer autrement. Mais tant qu'on ne sortira pas de la logique du « tout marché » et que n'importe quel investisseur peut, s'il le désire, s'installer n'importe où avec des facilités déconcertantes, on ne verra pas le bout du tunnel dans ce domaine non plus. Pendant que les petites et moyennes entreprises locales végètent, on multiplie les clins d'œil à l'investisseur étranger, en oubliant également que certains Maliens de l'extérieur qui en ont les moyens pourraient investir dans le tourisme.

Le Mali dispose de richesses minières considérables. La gestion de ces ressources est parfois controversée. Des mesures peuvent-elles être prises au niveau régional, afin d'améliorer le partage des ressources ?

L'ignorance, dont je parle et qui me semble plus grave que la pauvreté, se vérifie dans un domaine aussi stratégique que l'état des richesses minières, ce que nous en tirons et comment cet argent est géré. Ceux qui, de l'extérieur, versent des larmes de crocodile sur les pauvres en Afrique devraient permettre, d'abord aux Africains, en l'occurrence les plus démunis, de comprendre comment les immenses ressources naturelles du continent contribuent à la prospérité des multinationales et des relais locaux. Il y aurait beaucoup à dire également à propos des matières agricoles. L'État et les bureaucrates en ont profité bien plus que les paysans du temps où ces matières premières – le coton, l'arachide, le café, le cacao – étaient mieux rétribuées. Quelles sont les retombées de la croissance d'alors pour les populations ? Très peu. Des infrastructures ? Il faut regarder de près les mécanismes de financement des projets et de passation des marchés pour comprendre jusqu'à quel point les bailleurs de fonds et les États clients et bons élèves, sont loin des peuples. Ils ne profitent pas davantage du peu qui est réalisé. Les lignes à haute tension surplombent les villages et les taudis où habitent les « pauvres » pour aller éclairer ceux qui ont les moyens de payer leur facture d'électricité.

La question fondamentale est celle du paradigme du développement et de la transparence. Pendant que la communauté des créanciers prêche la démocratie, la transparence et la bonne gouvernance, le commun des mortels ne sait rien des accords de financement et de partenariat qui engagent son destin. Nos pays sont également perdants parce qu'ils vont souvent en rang dispersé et se font souvent la concurrence en offrant, chacun, le maximum de facilités et de garanties aux investisseurs. Dans le secteur de l'or, ils rivalisent souvent dans la proposition de code minier « attractif ». Les Maliens, qui sont dans le circuit et qui s'indignent, ont toutes les chances de se faire taper sur les doigts. Souvent tabou, ces questions ont été mises sur la table à la faveur des forums polycentriques tenus à Bamako, Caracas (Venezuela) et Karachi (Pakistan), en 2006. Des ONG se sont élevées contre les dégâts environnementaux

provoqués par l'exploitation des ressources minières et contre les conditions de travail dans ces mines. Au bout de 10-15 ans d'exploitation, les mines, épuisées, laissent la place à des paysages lunaires cyanurés. En d'autres termes, ce que l'État gagne en argent, le peuple le paye cher sur le plan social et écologique.

Quelle peut être l'action de l'aide extérieure ? Quelles solutions prônez-vous pour renverser la donne ?

Le premier problème de cette aide qui n'a jamais atteint les 0,7% du PIB des pays riches, est d'être l'instrument de leur propre projet de société. C'est ainsi que les pays où les dirigeants qui ne respectent pas leur choix et leur schéma d'intervention sont punis. En d'autres termes, l'aide publique au développement sert plus les intérêts des pays donateurs qu'à corriger les inégalités et les injustices de plus en plus criantes. Elle est également un moyen de corruption comme je l'ai fait remarquer à Monsieur Louis Michel (*Commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire*). Les fonds, qui récompensent la bonne conduite de dirigeants qui s'appliquent dans la mise en œuvre des politiques économiques dictées par les bailleurs de fonds, participent à la corruption. Toute une clientèle politique, des technocrates, des élites commerçantes savent comment en profiter. Les « sommets » qui auraient pu et dû mettre cela en évidence, débouchent sur des vœux pieux et passent sous silence le fait qu'il s'agit moins d'aider les Africains que de leur reconnaître le droit de choisir des orientations économiques conformes au plus grand nombre. Telle n'est pas la vocation dudit marché libre et concurrentiel. Qu'est ce qui n'a pas été dit à Monterrey, en 2002, à propos du financement au développement et lors du sommet de Gleneagles à propos de l'Afrique comme priorité ? Et que constatons-nous aujourd'hui ? Les uns courent aux urnes pour être en position de capter l'argent de l'aide et de vendre tout ce qui reste à vendre pendant que les plus vulnérables cherchent une échappatoire dans l'exil. Et, douloureux paradoxe, les seuls flux financiers aujourd'hui qui parviennent au continent dans les localités les plus reculées, proviennent des migrants qui atténuent ainsi les souffrances des familles et les risques d'explosion sociale et de déstabilisation politique. Pour ma part, il s'agit moins de mendier l'argent des pays riches que de nous ressaisir, de renégocier la plupart des accords de coopération et d'œuvrer pour la relocalisation des économies et du pouvoir de décision.